MEMOIRE DE STRATEGIE

Les facteurs du succès dans une guerre de coalition vus au travers de 3 campagnes modernes :

la campagne des Dardanelles 1915-1916
la campagne de France mai-juin 1940
la guerre du Golfe janvier-février 1991

" J'ai beaucoup moins d'admiration pour Napoléon depuis que j'ai vu de près ce qu'était une coalition" Maréchal FOCH

CBA CARNEAU Cycle de stratégie
Groupe D4 Session 1997/1998

Table des matières

Introduction *

1 Les aspects politiques *

1.1. L'unité des buts politiques *

1.2. Le soutien de l'opinion publique et la gestion des médias *

2 La fonction commandement *

2.1. La personnalité du chef *

2.2. La fonction C3I *

3 Les facteurs de l'interopérabilité *

3.1. La langue, la culture et les liaisons *

3.2. Les différences d'aptitude *

3.3. L'entraînement et la doctrine *

3.4. La logistique *

Conclusion *

Bibliographie *

Introduction

Une coalition est l'entente momentanée entre des groupes visant des objectifs déterminés et menant dans ce but une action commune. Sa constitution ad hoc la distingue de l'alliance, plus formalisée et bâtie pour durer. Dans le passé, les coalitions étaient souvent considérées comme une marque de faiblesse. Machiavel prétendait que les conditions préalables au succès à la guerre – la confiance et la discipline – n'existaient que si les troupes provenaient du même pays et vivaient ensemble depuis longtemps. Clausewitz soulignait qu'un pays pouvait soutenir la cause d'un autre, mais jamais aussi sérieusement que la sienne.

Néanmoins, le Livre blanc de la défense de 1994 stipule que la France ne s'engagera plus seule dans un conflit majeur et privilégiera les interventions dans un cadre multilatéral. A l'avenir, aucune nation, tant pour des raisons politiques qu'économiques, n'aura la capacité de projeter une force suffisante. De plus, la multinationalité devient le symbole de la légitimité politique. Les responsables politiques et militaires doivent donc se préparer à former une coalition.

Si l'Histoire ne peut prédire l'avenir, elle peut fournir des enseignements pour le futur. Au travers des campagnes des Dardanelles (1915), de France (1939-1940) et de la guerre du Golfe, il sera intéressant de voir les invariants des facteurs de succès et leurs évolutions. Nous aborderons successivement les aspects politiques inhérents à toute coalition, les problèmes liés au commandement et les domaines relatifs à l'interopérabilité.

1 Les aspects politiques

Une coalition regroupe des nations aux intérêts parfois divergents mais ayant au moins un objectif commun temporaire. Celui-ci doit se traduire clairement dans leurs buts de guerre tant pour faciliter la tâche des chefs militaires que pour obtenir l'adhésion de l'opinion publique. Convaincre de la légitimité de l'action entreprise est essentiel, et savoir gérer les médias y contribue.

1.1. L'unité des buts politiques

Une nation rejoint une coalition pour défendre ses intérêts. La signification et le contenu de la coalition évoluent avec le temps (en raison des calculs politiques et militaires permanents de chaque partenaire). Le danger estompé, les coalitions se disloquent. Les cas étudiés démontrent la nécessité de créer et maintenir l'unité des buts politiques. Les liens antérieurs au conflit entre la France et ses partenaires de coalition y ont contribué et devront être recherchés à l'avenir.

Le but politique de la campagne des Dardanelles était de soulager l'économie russe en ouvrant les Détroits. En fait, Churchill voulait mettre en œuvre une stratégie indirecte contre l'Allemagne. La France croyait s'engager dans une simple action

navale lui permettant de contrôler toute visée britannique sur la Syrie. Cependant, elle finit engluée dans les Dardanelles comme partenaire secondaire.

La Russie s'en tint à la participation d'un croiseur, bloqué à l'ouest des Détroits.

Alors que la campagne se prolongeait de façon coûteuse, la France fit pression pour fermer ce théâtre au profit de l'effort principal sur son sol. En Grande-Bretagne, l'absence de succès réveilla les dissensions au sein du Cabinet de guerre et les partisans d'une concentration des efforts sur le front Ouest finirent par obtenir la fin de l'opération.

En 1939, la coalition fut improvisée hâtivement, moins en raison d'un manque d'enthousiasme de la France que de la réticence de la Grande-Bretagne à être entraînée dans un conflit avec l'Allemagne plus vite qu'elle ne le craignait.

Comme en 1914, il n'y avait pas d'accord général sur une stratégie et des intérêts communs, mais le cabinet britannique accepta que 2 divisions soient envoyées sur le continent en cas de guerre.

La relation franco-britannique fut affectée par les positions belges et dans une moindre mesure néerlandaises. Officiellement, la Belgique était neutre mais fournissait les détails de sa défense aux militaires français et britanniques. L'attitude du roi Léopold était ambiguë. Il ne souhaitait pas que son pays devienne un champ de bataille mais était conscient de la menace de l'Allemagne. Son penchant pour la Grande-Bretagne et sa francophobie ne furent pas sans influence sur son approche d'un plan combiné. Les plans D et E franco-britanniques ne pouvaient être déclenchés qu'à la demande de la Belgique ce qu'elle ne fit qu'au dernier moment, le 10 mai 1940. Il est donc normal que cette coalition ait atteint une piètre cohésion lors des 18 jours ayant précédé la capitulation belge.

Les Pays-Bas offrirent à la coalition 10 divisions supplémentaires et la possibilité d'une défense mieux coordonnée. Cependant les Néerlandais persistaient à croire qu'ils ne seraient pas attaqués. Le 11 mai, les divisions mécanisées françaises avancèrent, en vain, jusqu'à Breda pour soutenir leurs partenaires mais les Pays-Bas étaient déjà coupés en deux. Ils ne purent que détourner une partie de la machine de guerre allemande pendant 5 jours.

La Belgique et les Pays-Bas éliminés, la coalition franco-britannique commença à se dissoudre sous le rythme imposé par le blitzkrieg. Malgré les tentatives de Churchill pour soutenir son allié défaitiste, un sentiment de trahison apparut en France. Le désespoir tourna à la colère à la nouvelle du rembarquement du CEB à Dunkerque et du refus d'engager massivement la RAF en France.

La coalition de la guerre du Golfe fut rendue possible par un environnement international favorable. Libérée des blocages de la guerre froide, l'ONU condamna l'occupation du Koweït par l'Irak et prit les mesures nécessaires à son expulsion. La

période entre les manœuvres diplomatiques et le début des opérations fut essentielle pour créer un consensus politique. Il fut évident que les Etats-Unis seraient de facto la nation pilote. Cependant, ils cherchèrent l'appui politique international et la légitimité de l'ONU pour l'emploi de la force.

L'attitude trouble de la France (favorisant une solution négociée, refusant d'être à l'ombre des Etats-Unis tout en fournissant une division) la plaça dans une position particulière – intégrée et cependant isolée. Les Arabes devaient résoudre un problème fondamental : concilier la présence de forces " infidèles " sur le sol saoudien et sa nature islamique. Pour empêcher la coalition d'empiéter sur l'islam, les chefs arabes imposèrent des restrictions aux Occidentaux. Ils consacrèrent beaucoup de temps à se convaincre qu'ils n'étaient pas responsables de cette guerre. Sur ce point l'unité de la coalition restait faible, Saddam Hussein chercha à la faire éclater en lançant ses missiles sur Israël. Grâce à la pression américaine sur Tel Aviv, cette tentative échoua. Il restait, néanmoins, que les Arabes étaient réticents à tuer d'autres Arabes. Ils ne furent d'ailleurs pas engagés en Irak. La volonté de voir repartir, au plus vite, les troupes occidentales eut un effet sur la rapidité avec laquelle furent conclues les hostilités.

Une coalition pourrait rassembler toutes sortes de nations dont certaines liées dès le temps de paix au sein d'alliance comme l'OTAN. Les Etats-Unis sont la seule nation à disposer de la puissance nécessaire pour mener une coalition vers un conflit de haute intensité. Cependant, leur volonté de s'impliquer militairement est de moins en moins affirmée en raison d'un isolationnisme latent. La France doit se préparer à former une coalition sans eux avec ses alliés européens ou d'autres.

Aujourd'hui, une coalition peut bénéficier d'une légitimité issue de l'ONU. A défaut d'un but commun à tous, elle peut constituer la base d'un consensus politique indispensable au succès. Ce consensus implique une certaine subordination des intérêts nationaux. L'objectif politico-militaire doit être clairement expliqué aux chefs militaires pour leur fournir un cadre d'action optimisant leur sens de l'initiative.

1.2. Le soutien de l'opinion publique et la gestion des médias

Le soutien de l'opinion publique est très important pour la cohésion politique de la coalition. Il passe par une bonne gestion des médias au travers desquels les dirigeants peuvent justifier la légitimité de leur action. La maîtrise des médias doit permettre d'éviter les traumatismes du type de la guerre du Viêt-nam.

Dans les deux premières campagnes, les autorités refusaient toute transparence dans la gestion des informations. En France, en 1940, la censure contrôlait strictement les journalistes. Ils n'étaient pas autorisés à visiter le front et devaient se contenter des communiqués officiels incomplets voire inexacts. Il était interdit de

rendre compte des revers et des réfugiés. Il en résultat un abattement du peuple français lorsqu'il ne fut plus possible de masquer la vérité.

La guerre du Golfe a montré, encore, le dilemme entre sécurité opérationnelle et droit à l'information. Plus de 1600 médias étaient représentés pour couvrir un conflit qui se déroula souvent en stand-off. Pour la première fois, les médias pouvaient informer leur public presque instantanément. La censure systématique des Arabes opposée à la volonté d'ouverture des Occidentaux nécessita des compromis pour coordonner la politique médiatique au plus haut niveau. Les conférences du général Schwarzkopf contribuèrent à donner une image forte de la coalition. Cependant, des divergences existaient. En février 1991, la France interdit l'accès au front à tous les journalistes et les remplaça par des cinéastes militaires. 24 heures plus tard, elle dut se raviser face au désastreux effet produit.

Les Irakiens tentèrent d'affaiblir les coalisés en agissant sur leurs opinions publiques par les médias. Mais leurs tentatives échouèrent et eurent parfois un effet inverse.

Les opinions publiques ont soutenu la coalition. Mais comment se seraient-elles comportées en cas de pertes importantes ?

L'importance d'entretenir le soutien des opinions publiques de la coalition ne saurait être trop accentuée. Une stratégie médiatique au niveau de la coalition est impérative tant pour présenter un front uni que pour parfaire la légitimité de son action. Tout désaccord peut être exploité par l'ennemi ou les médias. Le commandant en chef doit se sentir l'aise vis-à-vis des médias pour intervenir quand la situation l'exige. Mais il ne faut pas hésiter à recourir à un porte-parole pour traiter les affaires courantes.

2 La fonction commandement

Le commandement est le problème le plus épineux à résoudre après celui du montage de la coalition. Il s'agit pour les membres de renoncer à une partie de leur souveraineté en mettant aux ordres d'un autre pays leur contingent. Les coalisés doivent se doter d'un chef accepté par tous et lui fournir les moyens d'exercer son commandement.

2.1. La personnalité du chef

Dans les cas étudiés, certains chefs ont su relever le défi du commandement d'une coalition. D'autres comme les généraux Hamilton et Gamelin ont été submergés par la pression qu'impose de mener une coalition à la guerre.

Hamilton, commandant en chef de la force expéditionnaire des Dardanelles, ne reçut que des consignes sommaires de Lord Kitchener, le ministre de la guerre. Il dut s'appuyer sur un état-major mal entraîné qu'il n'avait pas choisi et perdit la surprise stratégique en raison du bombardement naval préalable. En outre, Kitchener lui refusa toute ressource supplémentaire. Sa principale faute fut de ne pas s'imposer à ses subordonnés. Ses relations avec les généraux français d'Amade et Gouraud furent bonnes mais pas avec leur successeur, le général Bailloud, qu'il soupçonna de transmettre de fausses informations à Paris à ses propres fins. Le contre-amiral Guépratte collabora particulièrement avec les Britanniques jusqu'à son remplacement par le vice-amiral Nicol charger d'équilibrer son zèle.

Hamilton fut remplacé par le général Monro. Venant du front Ouest, il ne pouvait accepter qu'une affaire " secondaire " exige autant de moyens. Il réussit à clore cette aventure avec difficulté tant Kitchener y était impliqué. Nul doute que les relations de celui-ci avec Hamilton ont eu une influence démesurée sur cette opération.

Gamelin est connu pour avoir perdu la bataille de France. En fait, il agissait au niveau politique et de la stratégie générale laissant la conduite des opérations à Georges, qui était attentiste et pesait peu sur les événements. Celui-ci étant dépassé, Gamelin remplacé par Weygand, l'accident du général Billotte laissa le CEB et les Belges sans directives leur ôtant toute possibilité d'appliquer un plan combiné. La tentative avortée de Weygand de rencontrer Gort renforça la méfiance de ce dernier envers le plan Weygand et accrut son souhait d'évacuer le CEB.

Le commandement britannique accepta mal que le CEB fût aux ordres des Français. Cependant, avant mai 1940, Gamelin et Georges avaient l'appui de leurs homologues britanniques. Le ressentiment resurgit quand le défaitisme s'empara du commandement français. Dès qu'il vit la défaite imminente, Gort préféra être loyal envers ses troupes et son pays.

Lors de la guerre du Golfe, Schwarzkopf ne fut pas désigné spécialement pour commander les troupes. En tant que CINCCENT, le théâtre arabe était de sa responsabilité. Son expérience au Viêt-nam et sa connaissance du monde arabe en faisaient, cependant, le chef idéal. Mais son tempérament excessif a parfois constitué un réel problème sans mettre en question sa capacité de commandant en chef. Il sut éviter la confrontation générale souhaitée par l'Irak et utiliser les capacités de ses forces pour mener un combat mobile et dans toutes les dimensions. Le prince Khalid, JFC, lui a reconnu sa conscience des problèmes politiques. Il était prêt à renoncer à une option militaire qui heurtait les sensibilités politiques de ses partenaires.

Il établit de bonnes relations avec les généraux Roquejeoffre et de la Billiere leur permettant d'avoir une place réservée dans sa salle d'opérations. Le respect mutuel qu'il entretenait avec de la Billiere permit au contingent britannique d'avoir un rôle particulier lors des opérations.

Le chef doit concilier les attitudes différentes de ses partenaires sur lesquels s'exercent des pressions hors de son contrôle (souvent liées à la politique intérieure). M.Maurer prétend qu'il doit se connaître, connaître son ennemi et connaître ses amis. Il doit admettre de servir 2 maîtres : la coalition et son pays. Il doit posséder les qualités militaires d'agressivité, audace et ruse, et celles politiques de tact, tolérance et patience, ces dernières devant prévaloir lors de sa nomination. En outre, il doit savoir s'imposer avec fermeté. Si le chef idoine n'existe pas, il vaut mieux en nommer deux ; l'un chargé des aspects militaires, l'autre des aspects politiques.

2.2. La fonction C3I

Un système C3I efficace permet d'éliminer les " frictions " clauzewitziennes qu'impose le consensus évoqué plus haut. Les progrès techniques rendent ces systèmes plus complexes voire moins directement interopérables. Le système idéal doit permettre la transmission des ordres et des informations du niveau politique jusqu'au dernier échelon du commandement militaire.

En 1915-1916 et en 1939-1940, la technologie ne différait guère et les chaînes de commandement étaient principalement nationales. Dans les Dardanelles, les forces françaises étaient subordonnées au commandant en chef britannique. Les navires participèrent à l'attaque du 18 mars 1915 aux ordres du vice-amiral de Robeck. Les forces terrestres furent engagées dans l'attaque de diversion contre Koum Kaleh. Elles furent ensuite déployées à l'est du dispositif. Responsables de leur secteur, elles participèrent aux tentatives coordonnées de percée. Ce système fonctionna bien. Mais en janvier 1916, la décision de Birdwood de les retirer pour faciliter la transmission des ordres, lors d'une opération jugée critique, en montra les limites.

En 1939-1940, le CEB tenait également un secteur. Il apparut bientôt que les leçons du précédent conflit n'avaient pas été appliquées. Le poste de commandant suprême des forces alliées n'existait pas. Le général Gamelin déléguait le commandement des opérations au général Georges, chef du théâtre Nord-Est. Durant la bataille de France, un niveau de commandement fut ajouté avec Billotte, chef du groupe d'armées 1 en liaison directe avec le général Gort et le roi Léopold. Gort était en relation avec le cabinet de guerre britannique qui pesait sur son action. Il lui arriva, cependant, de s'opposer à des directives arguant du manque de perception de la situation locale qu'avait le cabinet. Le CEB agit en coordination avec ses partenaires

jusqu'à ce que Gort donne la priorité à la survie de ses troupes. Il apparut que chaque partenaire agissait seul sans avoir la courtoisie d'informer les autres.

Les communications étaient déplorables. Le système français ne convenait qu'à une guerre de siège. Les états-majors étaient trop dispersés, les communications se faisaient par estafette ou visite personnelle tant le téléphone fonctionnait mal. Gort ne disposait pas de l'équivalent de Georges pour commander ses divisions au jour le jour. Il aggrava la situation en travaillant avec son chef d'état-major et une poignée d'officiers loin de son état-major (et souvent sans communication avec lui). Le système de transmission était inadapté à des opérations mobiles imposant des changements fréquents de PC. Au niveau tactique, les liaisons entre les forces françaises et le CEB étaient pauvres. Ce piètre système ne permit jamais aux renseignements acquis d'être exploités à temps pour peser sur la bataille.

Les liaisons britanniques avec les Belges n'étaient guère meilleures. Le pire exemple en est la défense simultanée de Louvain par une division britannique et une division belge entre le 10 et le 12 mai.

La coalition manqua d'un commandeur unique et d'un système C3I efficace sur lequel s'appuyer.

La guerre du Golfe vit un autre système rendu possible principalement par les progrès techniques : le C3IC. Conçu pour fusionner les efforts des 37 nations participantes, ne donnant aucun ordre, son rôle était de conseiller les différents états-majors et de transmettre les ordres d'une chaîne de commandement nationale vers les autres. En dépit des apparences, il n'y avait pas d'unité de commandement. Deux chaînes coexistaient, coordonnées par le C3IC. Schwarzkopf et le prince Khaled conduisirent la planification sur un pied d'égalité permettant à chacun de " s'approprier " le plan, en facilitant l'application. La colocalisation du C3IC avec les états-majors de Schwarzkpof et de Khaled renforça le sentiment d'équipe au sein de la coalition.

Les composantes américaines rendaient compte à CENTCOM, comme les Britanniques. Les pays arabes rendaient compte au JFC. Les Français sont restés indépendants jusqu'au changement de ministre de la défense. Ensuite, leurs forces terrestres passèrent sous TACON de la 3^{e} Armée américaine et les forces aériennes furent attachées à AFCENT. Les Français n'ont atteint un bon niveau d'intégration que lorsque les moyens américains en renforcement ont rejoint la division Daguet.

Les forces navales et aériennes opérèrent sous commandement national sauf les forces britanniques aux ordres des Américains. Sur mer, les pays appliquaient le blocus sans règles d'engagement communes mais dans des secteurs distincts. En l'air, les coalisés appliquèrent les règles imposées par les Américains pour éviter les tirs fratricides.

La diffusion des renseignements a constitué un autre problème. Les Etats-Unis ont conservé leurs informations pour préserver leur suprématie dans l'acquisition du

renseignement. L'accès à certains états-majors américains fut initialement restreint. Le C3IC dut parfois imposer un échange des renseignements détenus.

Ce conflit montre les progrès réalisés dans le C3I au sein d'une coalition. La nécessité de définir un système de C3I efficace est de la plus grande importance en terme de survie de la coalition.

L'idéal pour une future coalition serait de disposer d'un seul lien hiérarchique du pouvoir politique vers le commandant en chef. Seul un regroupement politique ad hoc semble réaliste pour envisager une stratégie globale cohérente. Le commandant en chef doit être admis par tous les membres. Il pourrait être issu de la nation pilote ou d'une organisation comme l'UEO. Les responsables politiques doivent s'entendre sur une ligne de conduite avant de lui donner sa mission. Ainsi il pourra agir hors des pressions et se concentrer sur son commandement. Les nations pourraient disposer de représentants surveillant leurs intérêts sans agir au détriment de l'effort conjoint. L'état-major devrait provenir d'un état-major existant, entraîné et sachant fonctionner dans un cadre multinational. Un état-major purement national serait probablement inacceptable. Les états-majors tel que l'ARRC ou un PC de GFIM seraient l'outil idéal en cas de conflit de haute intensité. Des postes clés devront être accordés à tous les membres de la coalition. Les systèmes de transmissions devraient être standardisés ou, quand ce n'est pas réaliste, au moins redondants. Le partage des renseignements, point crucial dans le fonctionnement de la coalition, doit se faire sur la base du compromis et de la confiance mutuelle.

3 Les autres facteurs de l'interopérabilité

3.1. La langue et la culture

Les partenaires de coalition ont souvent une langue et une culture différentes. Une connaissance étendue de leur culture respective est facteur d'efficacité accrue et évite des méprises.

En 1915 comme en 1939, les Britanniques firent preuve de discrimination envers leurs partenaires. Il ne fut pas adopté de langue de travail unique, les coalisés préférant échanger des officiers de liaison entre les états-majors (du niveau division et supérieur). Ce système ne perturba pas la campagne des Dardanelles où les contingents opéraient séparément dans un scénario statique.

En mai 1940, pour tenter de coordonner son retrait, le CEB dut maintenir des liaisons avec les forces françaises et belges sur ses flancs. Churchill avait envoyé le général Spear comme représentant auprès de Paul Reynaud. Malgré sa francophilie, les méconnaissances mutuelles, voire les suspicions, ont engendré des difficultés. Les deux côtés se soupçonnaient de ne pas produire un effort équivalent. En fait, la

culture insulaire des Britanniques les conduisit à économiser leurs forces sur le continent en prévision d'une tentative allemande d'invasion.

La guerre du Golfe a vu les Occidentaux prudents sur le plan culturel afin de ne pas offenser leur hôte arabe. La connaissance du monde arabe des principaux chefs sera en ce sens bénéfique. Une sensibilisation des troupes " de passage " fut entreprise sur des sujets aussi divers que l'alcool, la tenue ou les femmes. Les accrocs furent minimes malgré le contexte frustrant de l'opération.

La langue constitua l'obstacle majeur. La traduction des ordres de l'anglais en arabe fut très consommatrice de temps pour les états-majors. Le manque d'officiers arabes disposant à la fois d'expérience opérationnelle et de maîtrise de l'anglais imposa de ne transmettre que les directives les plus essentielles.

Les équipes de liaison furent déterminantes pour la coordination des combats. Les Américains utilisèrent dans ce rôle leurs forces spéciales permettant un emploi efficace de l'appui feu (grâce à leur système de transmissions intégré) et facilitant le passage des lignes amies et la coordination avec les unités voisines. Un autre de leurs rôles fut d'établir des comptes-rendus de situation au profit du CINCCENT.

La connaissance des autres cultures est indispensable pour éviter les frictions au sein d'une coalition pluriculturelle. Des réservoirs d'experts en langues et cultures particulières doivent être créés dès le temps de paix et disponibles sur bref préavis. Ils contribueront à former et à sensibiliser les forces sur les différences culturelles. Une véritable politique d'enseignement des langues doit être appliquée. Un profil d'officier de liaison doit être défini et les candidats y répondant formés. Les échanges d'officiers d'état-major avec les nations susceptibles de bâtir une coalition avec la France doivent être accrus.

3.2. Les différences de capacités

Les membres d'une coalition disposent rarement des mêmes capacités. Celles des hommes sont souvent plus équilibrées que celles des matériels. Les progrès récents dans l'électronique ont contribué à accroître le fossé entre les grandes puissances militaro-industrielles et les autres. Cela a conduit à ce que les partenaires ne sont plus capables de mener les opérations au même rythme au risque d'obérer l'unité d'action.

La campagne des Dardanelles fut une opération où les troupes françaises et britanniques furent d'égale valeur. La supériorité française résidait dans l'artillerie, chaque division alignant 8 batteries. Celles-ci furent régulièrement employées pour

appuyer les unités britanniques manquant d'un équipement équivalent. En revanche, les Britanniques alignaient des sous-marins plus performants.

Durant la campagne de 1939-1940, la différence entre Français et Britanniques fut le moral. Les premiers étaient en majorité des appelés cibles faciles pour la propagande allemande ou communiste. Les seconds étaient des soldats de métier, ou des volontaires de l'armée territoriale. Les Français pallièrent cette faiblesse par des effectifs bien plus nombreux et de meilleurs appuis.

Les différences d'aptitude furent encore plus remarquables dans la guerre du Golfe. Seule superpuissance, les Etats-Unis durent intégrer des forces armées aux capacités très contrastées sans froisser les susceptibilités nationales. L'équilibre des rôles à tenir fut la solution, perceptible dans la répartition des missions au cours de l'offensive terrestre. La division Daguet reçut une mission de flanc-garde en accord avec les aptitudes de ses matériels légers mais peu protégés. Les forces arabes furent engagées conjointement pour bénéficier des similitudes culturelles et linguistiques, mais aussi pour éviter des combats fratricides et que des Arabes n'envahissent l'Irak. Il était également symbolique que des Arabes reconquièrent le Koweït.

L'emploi de la 1(UK) Division doit être aussi remarqué. Représentant 37% des forces terrestres britanniques, elle ne pouvait pas se satisfaire du rôle subsidiaire initialement prévu en soutien des Marines américains. Sa bascule vers le VII(US) Corps correspondait mieux aux vœux du gouvernement britannique.

En matière de différences d'aptitude, la première démarche est de les admettre. Ensuite, une planification soigneuse prenant en compte ces forces et ces faiblesses doit rendre la coalition la plus forte possible. L'équilibre des rôles en fonction des aptitudes doit être recherché équitablement. Si une nation n'obtient pas la part qu'elle estime devoir lui revenir, elle pourrait se retirer tout simplement de la coalition. La répartition des rôles doit correspondre tant à une logique politique qu'opérationnelle.

3.3. L'entraînement et la doctrine

Les aptitudes sont étroitement liées à l'entraînement ; les troupes les mieux entraînées étant les plus efficaces. La doctrine est un ensemble de principes de base guidant les forces dans leurs actions pour atteindre leurs objectifs. Elle fait autorité mais requiert du jugement dans sa mise en œuvre.

En 1939-1940, les doctrines (non-écrites) françaises et britanniques étaient semblables et ne posèrent pas de difficulté à la coalition. De même, l'entraînement des unités n'était guère différent. Cependant, l'absence d'entraînement conjoint fut cruellement ressentie.

Lors de la guerre du Golfe, la longue période de mise sur pied de la coalition permit un entraînement combiné. Les unités purent s'entraîner du niveau de la section jusqu'à celui de la division dans l'environnement hostile du désert qui leur était inconnu pour la plupart. L'entraînement intensif des troupes de l'OTAN contribua à un excellent niveau d'interopérabilité. Par ailleurs, les généraux américains étaient habitués à s'entraîner au Proche-Orient. De plus, la coopération navale multinationale durant la guerre Iran-Irak favorisa l'établissement de procédures communes déjà éprouvées.

Tout en édifiant la confiance mutuelle, l'entraînement combiné permet de coordonner les différentes doctrines au sein d'une coalition. Même dans les forces américaines la doctrine n'était pas unique, les Marines n'ayant pas adopté le concept de l'armée de terre " d'AirLand Battle ".Les Arabes n'avaient pas de doctrine, ils s'appuyaient sur un héritage d'origine soviétique datant de leur lutte commune contre Israël. Cela convainquit les Américains de leur confier la poussée vers Koweït-city. A l'échelon tactique, les procédures permanentes différaient entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pourtant les membres les plus proches de l'OTAN.

Dès le temps de paix, l'entraînement multinational contribue à se préparer à des opérations combinées. L'entraînement sur le théâtre même est profitable en terme de confiance mutuelle mais par manque de temps il pourrait être très réduit à l'avenir. Les doctrines doivent tenir compte de ce que les opérations se dérouleront vraisemblablement au sein de coalition. Elles devront être assez précises pour être utiles mais aussi suffisamment générales pour permettre de s'adapter à l'étendue des situations possibles. La compréhension des doctrines respectives est vitale au succès d'une coalition.

3.4. La logistique

Les coalitions combattent d'ordinaire loin des bases de leurs membres. Le plus souvent, une nation hôte soutient les autres. La guerre moderne nécessite des quantités énormes de ressources. Le dilemme logistique pour une coalition est d'équilibrer l'efficacité, reposant sur la centralisation et un nombre réduit des acteurs logistiques, et le besoin de chaque nation de disposer de ses moyens propres.

La logistique des campagnes des Dardanelles et de 1939-1940 fut conduite sur une base nationale. Les Français avaient une base à Moudhros armée par un état-major

compétent. Les Britanniques disposaient de navires-dépôts dans le port de Moudhros mais avaient leur base principale à Alexandrie. Lorsqu'une réforme de ce système fut opérée en juillet 1915, les Français ne furent pas informés.

En 1940, le CEB préféra dépendre de ses propres lignes d'approvisionnement pourtant fragiles plutôt que du soutien de la France ce qui posa quelques problèmes. Il reste, cependant, douteux que les Français en déroute eussent pu lui être d'un grand secours. Le niveau négligeable d'interopérabilité ne fit qu'aggraver le problème.

Au contraire, en 1991, les coalisés bénéficièrent d'emblée des infrastructures d'une riche nation hôte. Bien que la logistique demeurât de la responsabilité nationale, il fut convenu que la nation hôte fournirait ou paierait pour la plupart des approvisionnements. La coalition bénéficia du soutien en nature de nations ne voulant pas s'engager militairement.

Les durées de transit maritime imposèrent de s'appuyer sur la capacité d'aérotransport américaine. Seuls les Américains disposaient des moyens aériens nécessaires pour faire venir des ressources sur court préavis. Ils assurèrent, également, le soutien des nations les plus éloignées de leurs bases nationales. Ils permirent à la logistique française, qui n'avait pas anticipé une telle ampleur des mouvements terrestres, de se connecter à leur réseau. L'assurance que la facture serait réglée aplanit les difficultés. La bonne volonté des acteurs et l'interopérabilité, une fois encore, facilitèrent la logistique malgré l'inconvénient que constitua, parfois, la prédominance du matériel américain.

Les partenaires les plus importants et les plus riches soutiendront toujours les autres. Cependant, la capacité de transport aérien américaine ne sera pas toujours disponible ainsi que le financement par une nation hôte. La France doit élaborer une doctrine logistique cohérente avec les opérations de coalition. Les logisticiens doivent anticiper sur ce que pourraient être les besoins d'une future coalition. Les tacticiens, quant à eux, ne devront planifier que ce que leur logistique leur permettra.

Conclusion

La France doit se tenir prête à combattre au sein d'une coalition et à accepter de subordonner une part de ses propres intérêts. Obtenir le consensus entre les nations membres sera difficile mais vital au succès. La légitimité supranationale facilitera la formation d'une coalition mais des organisations trop bureaucratiques, comme l'ONU, peuvent alourdir le processus de prise de décision.

Le choix du chef militaire doit être celui de tous les partenaires. Le chef idéal doit posséder une vision politique, être à l'aise avec les médias et détenir les qualités de chef au combat. Le commandement des éléments nationaux doit être assuré en toute franchise à l'égard de la coalition et en admettant qu'il s'exerce sous 2 " maîtres ".

Le système C3I doit s'efforcer de mettre les chefs militaires hors des pressions nationales et de bâtir une chaîne de commandement aussi claire que possible, soutenue par des états-majors multinationaux. Les communications doivent être standardisées ou, à défaut, dédoublées. La confiance mutuelle doit s'imposer ce qui passe, notamment, par la mise en commun des renseignements.

Les différences d'aptitude doivent être reconnues et acceptées. Elles seront atténuées par une répartition équitable des rôles à tenir.

L'entraînement du temps de paix et en cours de montée en puissance est un facteur déterminant de cohésion. Une connaissance des doctrines des partenaires éventuels est une condition facilitant le succès.

La logistique doit rester un problème national ce qui n'exclue pas les notions de nation pilote ou hôte.

La conscience des différences culturelles, les connaissances linguistiques et les aptitudes à remplir des missions de liaison doivent être acquises dès le temps de paix.

Une stratégie médiatique doit être appliquée au plus haut niveau de la coalition pour renforcer l'impression d'unité et interdire à l'ennemi d'exploiter toute divergence.

La France doit poursuivre les efforts entrepris en s'engageant dans le Corps européen, l'Eurofor ou l'Euromarfor. Le champ de ses partenaires reste, encore, trop réduit. Il semble indispensable pour le plus grand profit de ses officiers d'état-major qu'elle se rapproche de l'OTAN. Le conflit en Bosnie en a démontré la nécessité. Une coalition sous l'égide de l'UEO travaillerait probablement selon les procédures otaniennes. Il paraît inconcevable que la France soit reléguée à un rang moindre que celui auquel elle pourrait prétendre par manque de volonté politique.

Bibliographie

Campagne des Dardanelles

- *La guerre de 1914-1918 : les opérations militaires,* GCA L.KOELTZ. Sirey.
- *Histoire de la 1ère guerre mondiale : crépuscule sur l'Europe,* Gal GAMBIEZ. Fayard.

- *L'expédition des Dardanelles,* VA GUEPRATTE. Payot.
- *Dardanelles,* A.MOORHEAD. Presses de la cité.
- *La tragédie des Dardanelles,* E.DELAGE. Grasset.
- *La vérité sur les Dardanelles,* A.BARTLETT. Payot.
- *Les Armées françaises dans la Grande Guerre, T VIII : la campagne d'Orient,* Collectif. Imprimerie nationale.

Campagne de France

- *De Beyrouth à Bordeaux, la guerre 1939-1940 vue du PC Weygand,* P.A.BOURGET. Berger-Levrault.
- *1940, la guerre des occasions perdues,* A.GOUTARD. Hachette.
- *L'organisation des hauts commandements au cours du deuxième conflit mondial,* LTC POUPELIN, in Revue de la défense nationale 1949.
- *Le changement de commandement de mai 1940,* R.VILLATE, in Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale n°5.

Guerre du Golfe

- *The Gulf conflict : a military analysis,* LTC McAUSLAND. Adelphi.
- *Conduct of the Persian Gulf war,* Collectif. U.S. DoD.
- *Mémoires,* Gal SCHWARZKOPF. Plon.
- *Storm command,* Sir Peter de la BILLIERE. Harpers Collins.
- *Les leçons de la guerre du Golfe,* Gal ROQUEJEOFFRE, in R.I.S.n°18.
- *Rapport d'information sur quelques enseignements de la crise du Golfe quant aux exigences nouvelles en matière de défense, in* Documentation du Sénat n°303/1991.

Ouvrages généraux

- *Livre blanc sur la Défense 1994,* Collectif.
- *Coalition command and control,* M.MAURER. National defense university.
- *Command and control : the essence of coalition warfare,* A.RICE. in Parameters, Spring 1997.
- *Alliance and coalition warfare,* W.SILKETT. in Parameters, Summer 1993.